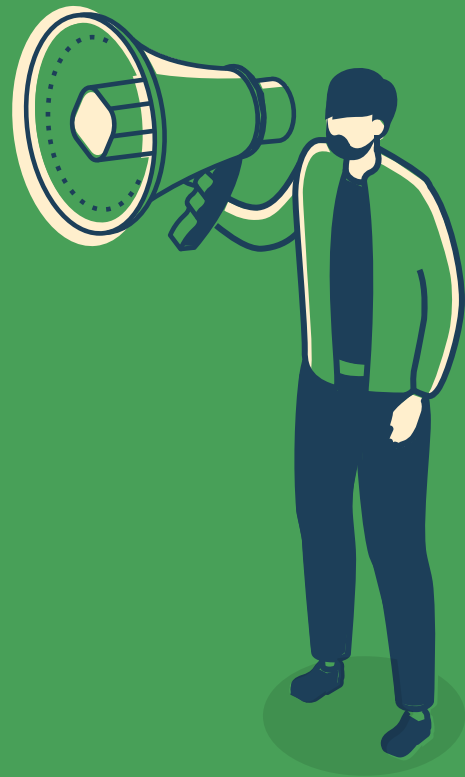


Le blanchiment de réputation des acteurs autoritaires à Paris et à Lisbonne

by Corentin Cohen and Ricardo Soares de Oliveira

Research Fellow and Professor, respectively,
Department of Politics & International Relations,
University of Oxford



Les recherches sur les dimensions financières et réputationnelles de la kleptocratie internationale se concentrent en grande partie sur les États-Unis et le Royaume-Uni, ce qui détourne l'attention d'autres centres financiers européens, et de plus en plus asiatiques, qui permettent le blanchiment de réputation autoritaire. Paris et Lisbonne sont des études de cas particulièrement instructives, où la prestation de services de réputation est considérée comme courante et où les liens avec les anciens réseaux coloniaux ont facilité le blanchiment de réputation de différentes manières pour les dirigeants autoritaires et leurs familles. Une plus grande transparence est essentielle pour relever ce défi dont beaucoup reste inconnu. Les recommandations comprennent la création d'un registre obligatoire du lobbying; exiger des médias, des universités et des « think tanks » qu'ils signalent les financements externes ; et l'examen du financement des partis politiques.

Cependant, si l'on se concentre uniquement sur Londres, on risque de détourner l'attention des autres centres financiers d'Europe, et de plus en plus de ceux d'Asie, qui permettent aux acteurs autoritaires de laver leur réputation, comme Paris et Lisbonne.

Les recherches sur les dimensions financières et réputationnelles de la kleptocratie internationale se concentrent principalement sur les rapports entre les élites des États autoritaires et les centres financiers des États-Unis et du Royaume-Uni - en particulier sur le rôle que joue le système de services financiers de la City de Londres pour mettre en lien le capital du Royaume-Uni avec les anciennes colonies britanniques et les territoires d'outre-mer.¹ Cet intérêt est compréhensible dans une certaine mesure, car l'environnement londonien, peu réglementé mais respectueux de la loi, s'est avéré accueillant pour les personnes politiquement exposées (PPE) qui cherchent à mettre à l'abri leurs biens mal acquis. Les élites des États autoritaires et antilibéraux jugent souhaitable que leurs familles adoptent la résidence, l'éducation, les manières et bien-sûr la citoyenneté britanniques. Ils créent ainsi une filière sophistiquée qui permet aux personnes politiquement exposées de passer du statut d'étrangers peu recommandables à celui de membres légitimes, voire respectés, de l'élite de la ville.

Cependant, si l'on se concentre uniquement sur Londres, on risque de détourner l'attention des autres centres financiers d'Europe, et de plus en plus de ceux d'Asie, qui permettent aux acteurs autoritaires de laver leur réputation, comme Paris et Lisbonne. Loin d'être propre à Londres, ce phénomène est systémique dans toute l'Europe. Pratiquement tous les centres financiers et politiques européens possèdent, à des degrés divers, un réseau complexe de connexions de ce type et tirent parti de leurs liens historiques uniques, de leur stabilité politique et de leur sécurité juridique de la même manière que le Royaume-Uni.

Londres n'est pas la seule place forte du blanchiment de réputation

Les principales composantes des services de blanchiment de réputation largement reconnus à Londres se retrouvent également à Paris et à Lisbonne. Le blanchiment de réputation

Dans les deux capitales, les cabinets de communication politique et autres sociétés de relations publiques sont sollicités pour améliorer la visibilité et la respectabilité de leurs clients autocratiques, ce qui permet alors aux élites françaises et portugaises de maintenir des relations diplomatiques étroites et de haut niveau avec eux à moindre coût sur le plan politique interne.

s'est fortement immiscé au sein des cabinets d'avocats, des banques et des agences de relations publiques français, entre autres secteurs, en s'appuyant sur un ancien modèle de réseaux d'élite informels avec l'Afrique francophone et, plus tard, avec les États du golfe Persique. Les partis politiques, les institutions culturelles et l'espace médiatique français ont également été touchés. Lisbonne est également un exemple, à plus petite échelle, de relation bilatérale avec une ancienne colonie, l'Angola. La situation a dégénéré à la suite de la crise financière de 2008 en une pénétration approfondie des cercles de l'élite portugaise (notamment la quasi-totalité des secteurs des services ainsi que certaines branches du système politique) par les élites angolaises, enrichies grâce au pétrole.

Dans les deux capitales, les cabinets de communication politique et autres sociétés de relations publiques sont sollicités pour améliorer la visibilité et la respectabilité de leurs clients autocratiques, ce qui permet alors aux élites françaises et portugaises de maintenir des relations diplomatiques étroites et de haut niveau avec eux à moindre coût sur le plan politique interne. Les actions menées pour légitimer les oligarques et leurs modes de vie transnationaux font par conséquent naître des ressources politiques que les acteurs autoritaires et leurs acolytes peuvent redéployer dans leur pays d'origine pour renforcer leur emprise sur le pouvoir politique. Enfin, cette relation lucrative avec les kleptocrates finit par avoir un impact politique significatif sur les centres financiers occidentaux, car leurs propres politiques et économies politiques nationales deviennent indissociables de leurs clients ou partenaires autoritaires.

Paris, une plaque tournante indispensable pour le blanchiment de réputation

La France a une histoire complexe de relations post-coloniales avec l'Afrique francophone, où elle a exercé une influence persistante. Les élites de la plupart des anciennes colonies, y compris au Maghreb, ont également conservé des liens étroits avec Paris, car il s'agit d'une plaque tournante importante pour leur monde politique. Ce lien avec la capitale française est à la fois financier, politique et culturel. L'une des dimensions de cette relation étroite réside dans le rôle que joue Paris en tant que centre indispensable pour les services, que ce soit pour fournir un soutien en matière de relations publiques, de lobbying ou des services bancaires aux régimes autoritaires et aux PPE à travers l'Afrique et, surtout au cours des trois dernières décennies, au Moyen-Orient voire au-delà. Depuis Paris, ils cherchent à orienter leur réputation aux yeux des institutions françaises et des institutions mondiales importantes telles que la Commission européenne et le Fonds monétaire international (FMI).

Le marché des services de réputation à Paris comprend des agences de tailles et d'envergures différentes. Il va de petits cabinets et d'opérateurs de taille moyenne à des agences internationales telles que les groupes Publicis et Havas, des enseignes généralistes pour qui ce type d'activité avec les régimes autocratiques ne représente qu'une part relativement faible de leur portefeuille général. Les agences Havas et Publicis en Europe et aux États-Unis ont également fourni des services clés à l'Arabie saoudite et à ses institutions, en organisant des réunions avec des journalistes et des événements de relations publiques¹, notamment après qu'il a été révélé que MBS aurait ordonné l'assassinat de Jamal Khashoggi.²

Les services de réputation fournis par ces agences peuvent soit chercher à influencer les marchés locaux - en commandant des « numéros hors-série » de magazines, en plaçant dans les médias européens des articles de presse flatteurs qui dépeignent les autocrates

L'une des dimensions de cette relation étroite réside dans le rôle que joue Paris en tant que centre indispensable pour les services, que ce soit pour fournir un soutien en matière de relations publiques, de lobbying ou des services bancaires aux régimes autoritaires et aux PPE à travers l'Afrique et, surtout au cours des trois dernières décennies, au Moyen-Orient voire au-delà.

sous un jour favorable et dénués de toute critique, et en fournissant un accès aux élites françaises et des occasions de les influencer - soit offrir des produits destinés aux marchés internationaux, comme des campagnes médiatiques ou électorales pour les personnes en poste dans leur propre pays.

Avoir accès aux élites françaises est essentiel pour les PPE afin de se faire accepter et accéder à une situation privilégiée ainsi que pour stabiliser les relations diplomatiques. Les élites des milieux autoritaires sont des clients importants des cabinets d'avocats, des banques et de toute une série d'autres facilitateurs français. Ils font partie de clubs et de sociétés privés, entretiennent des relations étroites avec les partis politiques français et occupent de plus en plus des fonctions d'associé dans les secteurs du blanchiment de réputation par excellence : l'éducation, le sport et les arts. Les nombreux partenariats entre le Musée du Louvre, la Sorbonne et Abu Dhabi en sont la preuve. Le mécénat pour la rénovation du patrimoine historique français s'est également généralisé au cours de la dernière décennie. C'est dans ce monde de socialisation de l'élite culturelle parisienne que le blanchiment de réputation fonctionne le mieux.

Ces dernières années, les services de réputation ont évolué, les limites entre les acteurs privés et publics sont devenues plus floues, et ce à de nombreux niveaux de l'écosystème politique. Les sociétés d'intelligence économique sont en plein essor, et un nombre croissant d'anciennes personnalités politiques, diplomates et même conseillers diplomatiques de l'Élysée ont créé leur propre cabinet ou ont rejoint des entreprises existantes. Leur travail se situe à cheval entre le conseil stratégique, l'influence et les relations publiques, ce qui leur permet de tirer parti de leurs réseaux bureaucratiques et politiques. Ils vendent à leurs clients des opportunités de rencontrer et d'influencer les élites françaises.

C'est le cas par exemple de l'ancien ministre français de l'économie et ancien directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn, qui travaille dans une société basée au Maroc qui a fourni des conseils aux gouvernements de la République du Congo et du Togo, ainsi qu'à des entreprises telles que la société publique d'énergie russe Rosneft.³ Dominique Strauss-Kahn a été engagé pour faciliter les relations avec les bailleurs de fonds et les agences internationales.⁴ Son embauche a eu lieu dans le cadre de négociations cruciales pour l'avenir du régime de Sassou Nguesso, qui dirige la République du Congo d'une main de fer depuis plus de quarante ans, dilapidant au passage les richesses pétrolières du pays, mais qui bénéficie fréquemment de prêts du FMI.⁵

Les services de réputation peuvent également être compris dans le soutien et les accords que les agences internationales concluent avec les autocrates en échange d'un accès à des marchés ou à des contrats publics. Par exemple, en échange de concessions portuaires à Lomé et Conakry,⁶ la société de Vincent Bolloré, principal actionnaire d'Havas, a apparemment fourni des services de relations publiques et de réputation au président Faure Gnassingbé du Togo et au président Alpha Condé de Guinée, dont les façons de diriger ont été largement jugées répressives et profondément corrompues.⁷ Les représentants de la société ont reconnu ces faits,⁸ bien que les poursuites en Guinée aient été abandonnées parce que le délai de prescription avait expiré. La société a également accepté un accord de reconnaissance préalable de culpabilité (CRPC) concernant le Togo,⁹ bien que le procureur général ait finalement par la suite rejeté l'accord et décidé d'inculper les dirigeants de la société pour corruption.

Bien sûr, Paris ne peut pas jouer ce rôle et en sortir indemne. Les scandales impliquant l'ancienne compagnie pétrolière nationale Elf Aquitaine ont révélé le financement de la droite et de la gauche françaises par des personnes telles que le président gabonais Omar Bongo.¹⁰ Au cours de la dernière décennie, des enquêtes ont révélé des connexions financières entre la Russie et le parti d'extrême droite français, le Front national,¹¹ ainsi que des liens présumés entre la Libye de Kadhafi et le parti de centre-droit de Sarkozy en France.¹² D'autres liens entre des politiciens français individuels et les élites d'États autoritaires ont également été mis en lumière.¹³

Le rôle de Lisbonne dans le blanchiment de réputation des acteurs autoritaires

Le rôle de Lisbonne dans le blanchiment de réputation des acteurs autoritaires est plus limité que celui de Paris mais trouve également son origine dans les liens avec une ancienne colonie, l'Angola, riche en pétrole, dont l'ancien dirigeant de longue date, José Eduardo dos Santos, et sa famille ont été accusés de corruption généralisée et de violations des droits humains. Bien que les relations bilatérales aient été glaciales dans les années qui ont suivi l'indépendance, les deux pays se trouvant dans des camps opposés lors de la guerre froide, les dirigeants angolais ont rétabli des liens solides avec Lisbonne au début des années 1990.¹⁴ Les élites angolaises, toujours culturellement proches du Portugal, considèrent Lisbonne comme une seconde maison et une porte d'accès à l'économie mondiale. Dans de nombreux cas, les élites ont également pu obtenir la nationalité portugaise, un atout inestimable pour leur mobilité internationale. Lisbonne leur a offert un havre de paix pour l'éducation, les soins de santé, les loisirs, l'acquisition de biens immobiliers et une multitude de services juridiques et financiers - des avantages qui ont été sollicités parallèlement à une profonde implication portugaise dans l'économie angolaise, notamment dans le secteur financier.

Au fur et à mesure que les PPE angolaises se sont imposées en maîtres dans de nombreux secteurs du marché et ont pénétré la vie publique portugaise, on a assisté à un accroissement et à un élargissement de la fourniture de services des élites portugaises pour le régime angolais.

Pour être clair, l'environnement permissif de Lisbonne existait avant la venue des kleptocrates angolais. Sa vie économique et politique a longtemps été caractérisée par des conflits d'intérêts, une petite élite, souvent liée par des rapports familiaux ou amicaux, passant du privé au public et vice-versa. Les principaux cabinets d'avocats de Lisbonne exercent une influence omniprésente, allant parfois jusqu'à rédiger des textes de loi, et les activités qui s'apparentent à du lobbying sont à peine réglementées. La corruption sous ses formes classiques existe également, mais l'influence informelle à travers le réseautage social, difficile à contrôler, est commune et récurrente.¹⁵

Au départ, les efforts de blanchiment de la réputation angolaise à Lisbonne n'impliquaient pas le type de services spécialisés que l'on trouve à Paris et se limitaient principalement au travail des cabinets d'avocats et de certaines banques, car les représentants angolais n'aspiraient pas à la grande notoriété recherchée plus tard par de nombreux oligarques. Pour passer inaperçu il fallait que l'on connaisse peu l'étendue de leur richesse et que l'on soit donc moins conscient ou préoccupé par leur réputation. En outre, à Lisbonne, où de nombreuses élites ont travaillé en étroite collaboration avec des clients angolais, un quasi-consensus s'est dégagé sur le fait que ce type d'activité était tout à fait légitime et sans inconvénients, créant ainsi les conditions du succès précoce des PPE angolaises.

Cet équilibre a pris fin au moment de la crise financière de 2008 qui a failli mettre le Portugal en faillite, parallèlement à un boom sans précédent de la production pétrolière angolaise

Même si l'influence des élites angolaises à Lisbonne a baissé depuis, cela a contribué à faire de la fourniture de services aux acteurs autoritaires un secteur rentable.

et des prix mondiaux du pétrole.¹⁶ Les investisseurs publics et privés angolais sont rapidement devenus des acteurs de premier plan de l'économie portugaise, s'emparant d'actifs dans les secteurs bancaires, des médias, de l'énergie et des télécommunications, alors que peu de voix dissidentes portugaises ont jeté le discrédit sur le régime angolais. Les entreprises portugaises sont devenues d'importants fournisseurs et prestataires de l'économie angolaise, alors en plein essor, et les envois de fonds des expatriés portugais en Angola ont été de plus en plus importants pour l'économie portugaise en récession. Au fur et à mesure que les PPE angolaises se sont imposées en maîtres dans de nombreux secteurs du marché et ont pénétré la vie publique portugaise, on a assisté à un accroissement et à un élargissement de la fourniture de services des élites portugaises pour le régime angolais. Des rumeurs sur le financement de partis politiques portugais par les Angolais ont également commencé à courir.

Il y a dix ans à peine, le régime angolais n'était généralement pas considéré comme ayant besoin de soigner sa réputation. Nous avons plus typiquement affaire à des déclarations sans ambages telle que celle de Manuel Vicente, alors PDG de la compagnie pétrolière nationale angolaise, qui avait déclaré « nous sommes les patrons maintenant ».¹⁷ Les notables portugais ont tour à tour vanté l'esprit d'entreprise d'Isabel dos Santos, la fille milliardaire du président angolais de l'époque. Mme Dos Santos et son défunt mari, Sindika Dokolo, ont été des précurseurs en matière d'œuvres philanthropiques visant à améliorer la réputation, qui sont désormais courantes dans le monde entier. En 2015, M. Dokolo a apporté une partie de sa vaste collection d'art africain à Porto et a reçu la médaille d'or de la ville en reconnaissance de cet acte.¹⁸ De tels gestes dans le secteur de l'art étaient néanmoins rares, tout comme l'étaient les articles de presse flatteurs et la couverture médiatique qui étaient des éléments centraux de l'offre d'amélioration de réputation de Paris. (Le parti au pouvoir en Angola préférait également chercher ses fournisseurs de communications politiques auprès d'opérateurs brésiliens). Cependant, comme à Paris, la cooptation des élites métropolitaines a été l'ultime garant de la réputation des PPE à Lisbonne. Mais dans la capitale portugaise, les élites ont été cooptées directement, sans qu'il soit nécessaire de procéder à de vastes campagnes de réputation.

Cette pratique a commencé à changer en 2013. Lisbonne était alors de plus en plus considérée comme participant à un fardeau réputationnel, la surveillance internationale¹⁹ s'est accrue et l'OCDE a critiqué Lisbonne pour être devenu un refuge pour la fuite des capitaux angolais.²⁰ L'influence des élites angolaises à Lisbonne a sans doute atteint son apogée vers 2014. L'Angola vivait alors des troubles politiques et économiques dans un contexte de baisse des revenus pétroliers et le système judiciaire portugais a pris des mesures contre les opérations de blanchiment d'argent des élites angolaises. Même si l'influence des élites angolaises à Lisbonne a baissé depuis, cela a contribué à faire de la fourniture de services aux acteurs autoritaires un secteur rentable. Au cours de la dernière décennie, un large éventail de personnes fortunées, dont beaucoup sont originaires de Chine et de Russie, ont fait appel aux services de Lisbonne, notamment dans les secteurs juridique et immobilier, par le biais d'initiatives controversées comme le système des « passeports dorés », qui permet aux kleptocrates (ainsi qu'aux investisseurs moins contestables) d'accéder plus facilement à l'UE.²¹ Sans un effort réglementaire soutenu et l'interdiction pure et simple de certains usages, ces pratiques ne sont pas prêtes de disparaître.

Une plus grande transparence sur les services de blanchiment de réputation

Les mécanismes de blanchiment de réputation à Paris et à Lisbonne sont des dispositifs répandus et lucratifs du capitalisme mondial, antérieures à la cooptation massive par des dirigeants autoritaires. À Lisbonne, à Paris et dans d'autres centres financiers, la fourniture de services de réputation est considérée comme une activité courante parmi les communautés professionnelles qui les fournissent. Ces pratiques sont donc profondément enracinées et difficiles à changer.

Le renforcement de la transparence est crucial et il est indispensable de faire la lumière sur ces dynamiques à l'aide du journalisme d'investigation et des travaux universitaires, car il y a encore beaucoup de choses que nous ignorons. Il est essentiel de disposer d'un registre obligatoire des activités de lobbying, accessible en ligne, qui détaille les clients des prestataires de services, les tâches contractuelles et l'identité des sous-traitants. Les médias, les universités et les groupes de réflexion doivent signaler les flux de financement reçus directement ou indirectement ainsi que les paiements de tiers à leurs employés. Le financement des partis politiques, un sujet insuffisamment étudié dans certaines parties de l'Europe, doit faire l'objet d'une attention encore plus approfondie.

Il serait naïf de s'attendre à ce que la transparence limite à elle seule le blanchiment de réputation des acteurs autoritaires, car la plupart des révélations - y compris des infractions pénales dans certains cas - n'engendrent pas de coûts de réputation importants pour les prestataires de services et exercent peu de pression morale. La principale motivation pour une réforme structurelle réside peut-être dans le fait d'imposer de lourdes sanctions juridiques aux personnes reconnues coupables d'actes répréhensibles, mais la solution ultime consiste à faire la lumière sur les ambiguïtés autour du blanchiment de réputation, ainsi qu'à durcir les exigences réglementaires et les obligations de déclaration pour les acteurs clés qui se livrent à ces pratiques.

Ce rapport est une traduction de la publication originale en langue anglaise et a été supervisé par le NED. Date de traduction : novembre 2022.

Références

- 1 Antoine Izambard, "Publicis, Havas, Image 7... Ces communicants que l'Arabie saoudite paie à prix d'or," *Challenges*, 7 November 2018, www.challenges.fr/media/ces-communicants-que-l-arabie-saoudite-paie-a-prix-d-or_624298.
- 2 "The Kingdom of Saudi Arabia: Educating the United States about Saudi Arabia," Quorvis, 2022, www.qorvis.com/our-work/kingdom-of-saudi-arabia.
- 3 «'Pandora Papers' : révélations sur les bonnes affaires fiscales de Dominique Strauss-Kahn au Maroc et aux Emirats arabes unis», *francinfo*, 4 October 2021, www.francetvinfo.fr/faits-divers/affaire/dsk/pandora-papers-revelations-sur-les-bonnes-affaires-fiscales-de-dominique-strauss-kahn-au-maroc-et-aux-emirats-arabes-unis_4794897.html.
- 4 Alain Bouithy, "Dominique Strauss-Kahn Nouveau Conseiller Économique du Congo," *Pages Afrik*, 4 September 2017, <https://pagesafrik.info/dominique-strauss-kahn-nouveau-conseiller-economique-du-congo/>.
- 5 Elsa Peraldi, "Blank Check: How Weak Multilateral Lending Standards Enable and Strengthen Kleptocracy," *Power 3.0* (blog), National Endowment for Democracy, 21 October 2021, www.power3point0.org/2021/10/21/blank-check-how-weak-multilateral-lending-standards-enable-and-strengthen-kleptocracy/; and "Les aventures africaines d'Anne-Sophie Bradelle, nouvelle conseillère communication internationale de Macron," *Africa Intelligence*, 23 April 2020, www.africaintelligence.fr/afrique-ouest-et-centrale-diplomatie/2020/04/23/les-aventures-africaines-d-anne-sophie-bradelle-nouvelle-conseillere-communication-internationale-de-macron_108402287-art.
- 6 Mawuna Koutonin, "Togo Has Long Been Mired in Political Crisis—And Elections Won't Change That," *Guardian*, 21 February 2020, www.theguardian.com/global-development/2020/feb/21/togo-has-long-been-mired-in-political-crisis-and-elections-wont-change-that.
- 7 Simon Piel and Joan Tilouine, «Concessions portuaires en Afrique : Vincent Bolloré mis en examen», *Le Monde*, 25 April 2018, www.lemonde.fr/police-justice/article/2018/04/25/concessions-portuaires-en-afrique-vincent-bolloré-mis-en-examen_5290691_1653578.html.
- 8 "Corruption au Togo : Bolloré plaide coupable mais ne devrait pas éviter la correctionnelle," *Libération*, 26 February 2021, www.liberation.fr/economie/corruption-au-togo-bolloré-plaide-coupable-mais-ne-devrait-pas-eviter-la-correctionnelle-20210226_QN3DFXGDXVA7HORSYCSVPIN7M/.
- 9 Emmanuelle Brunelle et al., "L'affaire Bolloré ou les limites d'une justice pénale négociée," *Dalloz*, 23 March 2021, www.dalloz-actualite.fr/node/1-affaire-ibolloré-ou-limites-d-une-justice-penale-negociee.
- 10 Philippe Couve, "L'affaire Elf: Les aveux de l'ancien PDG," *RFI*, April 1 2003, www1.rfi.fr/actufr/articles/040/article_20994.asp.
- 11 Pour ces exemples, veuillez consulter la page web de Mediapart : www.mediapart.fr/journal/france/dossier/dossier-largent-russe-du-front-national.
- 12 Christophe Ayad and Natalie Nougayrède, "Sarkozy et Kadhafi, les mystères d'une liaison dangereuse," *Le Monde*, 5 May 2012, www.lemonde.fr/societe/article/2012/05/05/nicolas-sarkozy-et-mouammar-kadhafi-les-mysteres-d-une-liaison-dangereuse_1696325_3224.html; and "Nicolas Sarkozy à nouveau entendu dans l'enquête sur le financement libyen de sa campagne de 2007," *Le Monde*, 6 October 2020, www.lemonde.fr/societe/article/2020/10/06/sous-les-suspensions-de-financement-libyen-sarkozy-a-nouveau-entendu-par-la-justice_6054980_3224.html.
- 13 Pour plus d'informations, veuillez consulter : "Nicolas Sarkozy, invisible aiguilleur entre Kigali et Paris," *Africa Intelligence*, 9 June 2021, www.africaintelligence.fr/afrique-est-et-australe-diplomatie/2021/06/09/nicolas-sarkozy-invisible-aiguilleur-entre-kigali-et-paris_109671716-eve; Jacques Cardoze, " 'Complément d'enquête.' Chine, la grande offensive," *FranceInfo*, 25 February 2021, www.francetvinfo.fr/replay-magazine/france-2/complement-d-enquete/complement-d-enquete-du-jeudi-25-fevrier-2021_4284643.html; and Vanessa Ratigner and Pierre Péan, *Une France sous influence*, (Paris: Fayard, 2014).
- 14 Ricardo Soares de Oliveira, "Portugal and Africa," A. Costa Pinto, P. Magalhães and J. Alves Fernandes (eds) *Oxford Handbook of Portuguese Politics* (Oxford: Oxford University Press, forthcoming 2022).
- 15 *Lifting The Lid on Lobbying: The Influence Market In Portugal*, Transparency International (Portugal), November 2014, https://transparencia.pt/wp-content/uploads/2021/02/TI-PT_Lifting-The-Lid-On-Lobbying-The-Influence-Market-In-Portugal.pdf.
- 16 Ricardo Soares de Oliveira, "Cash-rich Angola comes to cash-strapped Portugal," *Político*, 2 October 2015, www.politico.eu/article/cash-rich-angola-comes-to-cash-strapped-portugal-colony-oil-santos-luanda-lisbon/.
- 17 Cité dans..Ricardo Soares de Oliveira, *Magnificent and Beggar Land: Angola Since the Civil War* (London: Hurst, 2015), p. 196.
- 18 Mariana Correia Pinto, "Câmara do Porto mantém medalha de ouro a Sindika Dokolo e desconhece futuro da fundação," *Publico*, 21 January 2020, www.publico.pt/2020/01/21/local/noticia/camara-porto-mantem-medalha-ouro-sindika-dokolo-desconhece-futuro-fundacao-1901148.
- 19 Rui Verde, *Angola e Dinheiro*, (Cascais: Rui Costa Pinto Edições, 2014).
- 20 "Phase 3 Report on Implementing the OECD Anti-Bribery Convention in Portugal," OECD, June 2013, www.oecd.org/daf/anti-bribery/Portugalphase3reportEN.pdf.
- 21 Liz Rowlinson, "Sun sets on Portugal's golden visa scheme," *Financial Times*, 25 August 2021, www.ft.com/content/36e18c72-512b-4c87-a41f-8ba2a9157020.